

LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE EN SUISSE



**Solutions politiques au service de la
prospérité et de l'innovation**

Écrit par:

Dr. Emil Panzaru, Frédéric Jollien, Frederik Roeder, Bill Wirtz, Luca Bertolotti

Résumé

La diversité et la stabilité du secteur énergétique, l'accessibilité financière et la sécurité énergétique de la Suisse risquent de plus en plus d'être compromises par les « plans d'action » prescrits pour décarboniser son économie. La loi sur le climat récemment approuvée révèle que les consommateurs et l'industrie suisses devront faire face à une hausse des coûts et à une baisse de la compétitivité. La politique énergétique controversée de l'Allemagne en matière de décarbonisation et de dénucléarisation devrait alerter les décideurs politiques suisses.

Dans le présent rapport, le Consumer Choice Center a analysé le marché de l'énergie de la Confédération suisse et ses politiques connexes. Nos recommandations visent à aider les décisionnaires et les consommateurs à établir un cadre réglementaire adapté aux nouveaux défis, tant sur le plan externe (les bouleversements de la production liés à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie et les sanctions qui en ont découlé) que sur le plan interne (les appels grandissants à prendre des mesures visant à lutter contre le changement climatique). L'objectif à terme est que les **consommateurs jouissent de factures d'électricité bon marché et de possibilités de choix variées** grâce à la diversification des produits, et qu'ils tirent profit de l'innovation future.

Notre étude débute par une présentation de la situation

énergétique contemporaine de la Suisse, avant d'examiner les attitudes politiques qui prévalent dans ce pays et les raisons pour lesquelles elles ne répondent pas aux réalités du marché national. Nous illustrons ainsi l'importance que revêtent les importations de pétrole et de gaz naturel pour la Suisse, qui couvrent la moitié de ses besoins, et nous démontrons pourquoi les importations générales de combustibles fossiles jouent un rôle crucial dans tout plan de transition énergétique. Le rapport analyse ensuite plus en détail le marché énergétique suisse. Il insiste sur le rôle essentiel de l'énergie nucléaire et sur la nécessité d'une neutralité technologique dans les réglementations relatives aux véhicules.

Nous appelons les décideurs politiques à ouvrir les marchés à la concurrence et au progrès par le biais de la tarification basée sur le marché, de l'innovation technologique et de la solidité en offrant plus de choix, et non des cibles fixes. Plus concrètement, le Consumer Choice Center reconnaît l'importance des importations d'énergie, de la neutralité technologique et de l'énergie nucléaire. Les calendriers de transition énergétique ne devraient pas être imposés par la loi, mais déterminés par la viabilité technologique et économique. Nous préconisons de maintenir un portefeuille d'importations diversifié, de lever l'interdiction du nucléaire et de pratiquer la non-discrimination entre les différentes technologies.

Introduction

Les consommateurs et les décideurs politiques suisses devraient se féliciter du bilan impressionnant de leur pays en matière de production, d'importation et de distribution d'énergie aux entreprises et aux ménages, ce qui a permis à la Suisse de jouir d'une prospérité notoire. La Suisse détient le [système de production d'électricité le plus propre](#) des 31 pays de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), avec le moins de dioxyde de carbone émis pour chaque kilowatt d'électricité produite.

En outre, la consommation énergétique suisse est déjà « découplée » de la population et de la croissance économique, écartant l'idée que la croissance économique est intrinsèquement liée à plus de pollution (et réfutant les affirmations empiriques des partisans de la [décroissance](#)). Bien que la population du pays [a augmenté de 15 %](#) et que l'économie a connu une croissance du PIB de près de 32 % mesurée en parité de pouvoir d'achat depuis 2000, les émissions totales de carbone de la Suisse [ont diminué de 18,3 % entre 1990 et 2020](#).

Toutefois, des complications à long terme ternissent ce résultat. D'une part, les exigences en matière de lutte contre le changement climatique n'ont fait que croître au fil du temps. Le gouvernement fédéral suisse avait déjà adopté des objectifs climatiques dans le cadre du protocole de Kyoto et des contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'accord de Par-

is, s'engageant à [réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici 2020 et de 50 % d'ici 2030](#), afin de revenir aux niveaux observés pour la dernière fois en 1990. De plus, le 21 mai 2017, les électeurs suisses [ont adopté la loi fédérale sur l'énergie révisée](#) fondée sur le [plan de la Stratégie énergétique \(ES\) 2050](#), visant à réduire les émissions de carbone par habitant de 1,00 à 1,5 tonne d'ici 2050 en recourant aux énergies renouvelables et en restreignant davantage les combustibles fossiles importés. La Stratégie énergétique prévoit également la cessation de l'exploitation des quatre centrales nucléaires actives en Suisse, l'octroi d'aides à l'investissement pour les industries renouvelables et l'élévation des énergies renouvelables au rang de secteurs d'intérêt national. Le 18 juin 2023, les électeurs suisses [ont adopté la loi sur le climat et l'innovation](#), consacrant ainsi l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050, ainsi que la compensation financière des consommateurs en vue de réduire la consommation d'énergie fossile et les subventions aux entreprises destinées à la promotion des technologies respectueuses de l'environnement.

D'autre part, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions occidentales ont ébranlé le marché européen de l'énergie, entraînant des répercussions considérables pour la Suisse. Avant le 24 février 2022, 43 % de la totalité de ses importations de gaz provenaient indirectement de la Russie par le biais d'intermédiaires français et allemands. Le gouvernement [a réagi](#) en intensifiant ses achats de gaz naturel liquéfié auprès de pays extérieurs, dans le but d'augmenter la capacité de stockage, et en renonçant aux lois antitrust pour permettre aux entreprises de conclure des

accords mutuels en matière d’approvisionnement. En 2024, les prix de l’électricité à la consommation pourraient atteindre [0,3 franc suisse par kilowattheure pour chaque ménage](#) compte tenu de la hausse persistante du coût de la vie en Europe et des difficultés croissantes en matière d’approvisionnement et de stockage.

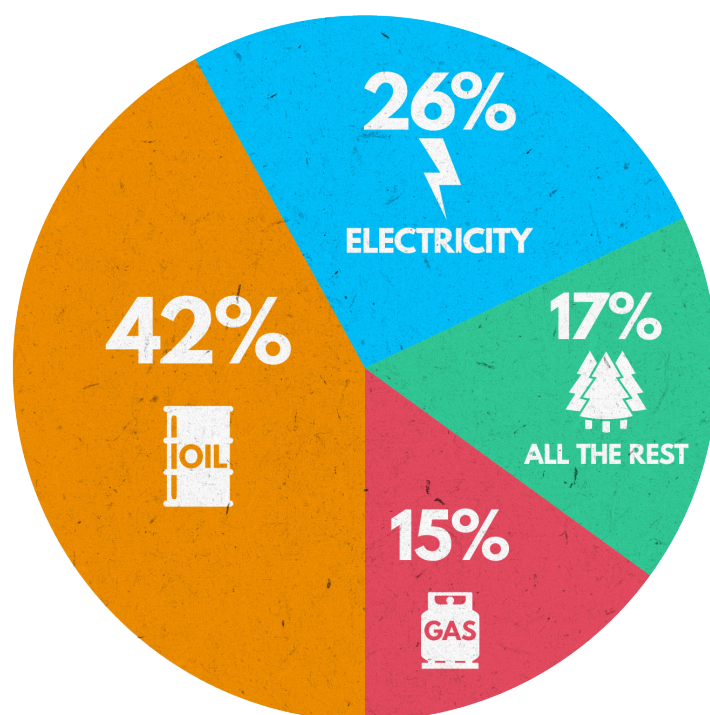
Une énergie peu coûteuse et suffisante est une condition sine qua non de la compétitivité industrielle et permet aux consommateurs de dépenser leur argent pour d’autres biens. L’indice semestriel « [Country Index Family-owned Businesses](#) » a attribué à la Suisse la quatrième place en matière de compétitivité énergétique en 2008, mais seulement la quinzième en 2022. Durant la même période, l’Allemagne a chuté de la 11e à la 18e place.

Jusqu’à présent, [la logique des autorités de régulation suisses](#) s’est appuyée sur le [modèle standard du monopole naturel](#), dans lequel un fournisseur unique fournit de l’électricité à un coût décroissant une fois les frais initiaux d’installation des lignes électriques et de construction des groupes électrogènes payés. L’industrie suisse de l’énergie est très majoritairement ([90 %](#)) détenue par le gouvernement, et présente des barrières élevées à l’entrée ainsi qu’un nombre important de consommateurs captifs, tout en bénéficiant d’importantes subventions. Le [résultat du référendum du 18 juin](#) ouvre la voie à une politique énergétique prescriptive imposant des échéances pour la neutralisation des émissions de carbone dans certains secteurs de l’économie.

L'ES 2050 préconise une sortie progressive de l'énergie nucléaire au profit d'autres sources d'énergie neutres en carbone, sachant que l'énergie éolienne, solaire ou hydroélectrique ne peut, au mieux, que partiellement remplacer l'énergie nucléaire. Nous suggérons d'abandonner les idées dépassées au profit d'une approche dynamique de la réglementation fondée sur la concurrence ouverte et la signalisation du marché, la neutralité technologique, la solidité et le progrès fondé sur la liberté de choix et la découverte. Sur le plan des politiques publiques, il reconnaît l'importance des importations de combustibles fossiles pour l'économie suisse, le maintien de l'énergie atomique, la non-discrimination des alternatives technologiques et l'intégration internationale en tant que voie vers une énergie facilement disponible, bon marché, suffisante, innovante et diversifiée pour tous.

Politique énergétique suisse et importations de combustibles fossiles

Les combustibles fossiles étrangers sont indispensables pour couvrir les besoins énergétiques de la Suisse. Le pays consomme au total environ 225 térawattheures d'énergie. Les dérivés du pétrole utilisés pour le transport et le chauffage représentent la plus grande part de la consommation finale totale, avec 95,81 térawattheures, soit 42 % de la consommation totale. A titre de comparaison, le gaz ne représente que 33,97 térawattheures, soit 15 % de la consommation totale. Depuis 2022, le gaz suisse est importé via des plateformes de l'UE.



Ces mêmes sources d'énergie jouent un rôle essentiel dans les transitions énergétiques. Selon les données de l'État, la Suisse est déjà passée d'un exportateur net d'électricité en été à un importateur net d'électricité en hiver tout au long de sa transition vers l'objectif ES2050, avec des importations nettes de 5,7 milliards de kilowattheures aux premier et quatrième trimestres (en raison de la faible capacité de l'hydraulique en période hivernale,

détaillée dans la section consacrée au nucléaire ci-dessous). Le gouvernement est même prêt à introduire des centrales à cycle combiné au gaz ou au pétrole (qui représentent actuellement 9 % de la production d'énergie, mais qui devraient progresser à défaut d'autres options). Malgré les ambitions élevées d'« énergie propre » de l'ES 2050, au moins [un rapport de l'AIE](#) prévoit que la Suisse importera davantage de combustibles fossiles, et non moins, en raison de ses objectifs climatiques.

Ainsi, tout plan d'autosuffisance est d'emblée voué à l'échec. La production nationale de tous les besoins devrait combler l'important déficit énergétique de 95,81 térawattheures, ce qui coûterait aux consommateurs ordinaires des dizaines de milliards de francs suisses rien que pour produire de l'énergie inefficace et plus polluante plutôt que d'acheter à l'étranger une énergie plus abordable et de meilleure qualité.

La production domestique suisse

Le reste de l'énergie totale consommée provient de la production intérieure. 56,8 % de la production nationale d'énergie électrique provient des 682 centrales hydroélectriques et des 220 barrages du pays (la Suisse détient la plus forte densité de barrages au monde), l'énergie nucléaire comptant pour 34 %. Le restant se compose d'un mélange d'énergies renouvelables (bois de chauffage solide, biocarburants pour le transport, installations éoliennes et solaires) et de diverses centrales thermiques conventionnelles. [90 % de tous ces services](#) sont détenus par le gouvernement, soit en totalité, soit en tant qu'actionnaire majoritaire de l'entreprise, l'infrastructure étant soutenue par de vastes subventions (par exemple, les 1,3 milliard de francs suisses alloués à l'approvisionnement en chaleur renouvelable, aux systèmes de construction, à la construction de réseaux, etc.) Plutôt que de promouvoir la diversité des options, les consommateurs ordinaires sont empêchés de choisir un autre fournisseur local.

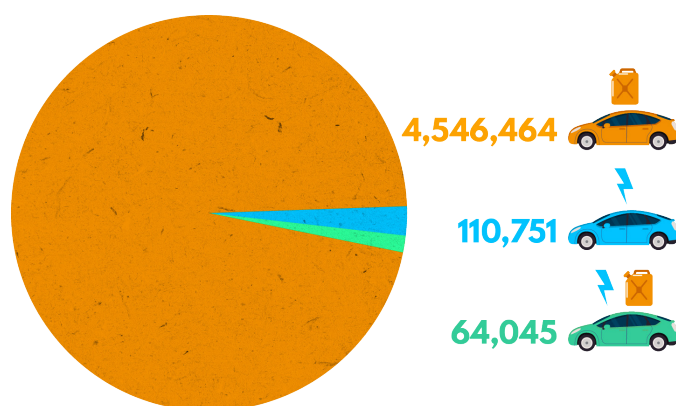
Ce ne sont pas seulement l'offre et la demande qui déterminent les prix, comme cela devrait être le cas. Ils fonctionnent davantage comme des tarifs d'électricité que les municipalités facturent en fonction de l'énergie, du transport, des redevances, des taxes sur le carbone et des plafonds de prix. Les producteurs sont tenus de payer des redevances élevées aux cantons et aux communes. Une taxe sur le carbone est également appliquée aux combustibles stationnaires tels que le mazout et le gaz naturel, moins leur utilisation pour le transport, afin de décourager l'utilisation des combustibles fossiles. Cette taxe est automatiquement révisée à la hausse si la Suisse n'atteint pas ses objectifs en matière de climat dans les délais impartis. Les redevances élevées et la taxe sur le

carbone ont pour but de contribuer aux efforts de recouvrement des coûts, en couvrant partiellement les subventions onéreuses. L'accès au réseau est légalement garanti à tous les consommateurs, le gouvernement promettant des quantités minimales d'électricité et des « prix équitables ».

L'énergie dans le secteur des transports

Le secteur de la politique de l'automobile et des transports est un domaine qui illustre parfaitement les lacunes de cette mentalité. Fidèle à ses engagements, l'État suisse a fait de son mieux pour encourager l'adoption des véhicules électriques (VE), estimant que les marchés ont sous-évalué la technologie en dépit de son immense potentiel environnemental. Les autorités locales ont levé la taxe sur les véhicules à moteur pour les véhicules électriques, les exonérant de la TVA de 7,7 %. Des cantons comme Berne offrent des subventions d'infrastructure (20 000 francs suisses par borne de recharge et 60 000 pour chaque emplacement) et Bâle-Ville remboursent 20 % sur l'achat de VE purs. En revanche, le gouvernement impose des droits d'accise de 76,82 centimes suisses par litre pour l'essence sans plomb et de 79,57 centimes par litre pour le diesel.

Malgré ces efforts, les consommateurs tardent à adopter les véhicules électriques ou à se séparer de leurs vieilles voitures. Seulement 110 751 voitures particulières en 2022 étaient des véhicules électriques et 64 045 des hybrides, ce qui n'est encore qu'une fraction du parc total constitué de 4 721 280 automobiles.



Les nouvelles technologies économes en carburant ont permis de

maintenir la pollution suisse à un niveau plus bas que tout autre plan gouvernemental. Un exemple est la croissance des biocarburants (tels que le bioéthanol, le biodiesel, les huiles végétales et animales), utilisés indépendamment ou en conjonction avec des carburants fossiles, qui représentent au total [3,2 % de la consommation](#) d'énergie du secteur des transports. Un autre exemple est l'efficacité accrue des moteurs conventionnels. Les moteurs diesel peuvent désormais convertir [42 % de la combustion générée par le carburant](#) en puissance motrice (contre 36 % de la puissance dans les années soixante), tandis que les moteurs à essence offrent [35 % de rendement](#). Ces technologies ont permis de réduire la part du pays dans les émissions mondiales de carbone à [seulement 0,09 %](#).

En revanche, la subvention des véhicules électriques pour atteindre des objectifs climatiques aura des conséquences négatives inattendues. D'une part, encourager les entreprises à produire plus de voitures que dans des conditions de marché habituelles conduit à des pertes d'efficacité énergétique et à des vulnérabilités. Après tout, les stations de recharge des VE rechargeables ont également besoin de sources d'énergie électrique permanente. Ironiquement, l'adoption massive et artificielle des VE augmenterait considérablement la demande de gaz naturel des consommateurs suisses au-delà de la capacité de stockage du système actuel ou des importations disponibles (comparable à la hausse de 20 % de la demande de gaz naturel aux États-Unis, soulignée dans [un rapport de McKinsey de 2018](#)). Confronté à une soudaine et grave pénurie de gaz fin 2022, le gouvernement suisse a même [prévu de limiter](#) l'utilisation des véhicules électriques, sauf nécessité urgente. Loin de créer de l'énergie propre disponible en abondance, les subventions plongent les consommateurs dans la

précarité énergétique et la vulnérabilité.

Naturellement, ces considérations ne remettent pas en cause les avantages des véhicules électriques, tels que l'élimination de toutes les émissions actives. Mais le fait de s'appuyer uniquement sur les VE dans le cadre de la politique nationale des transports est une erreur. Les autorités fédérales suisses devraient respecter les souhaits des consommateurs et s'abstenir de promouvoir une technologie spécifique.

Maintenir l'énergie nucléaire

La stratégie énergétique prévoit l'élimination graduelle de toutes les installations nucléaires. La Suisse avait déjà désactivé [l'un de ses réacteurs nucléaires en 2019](#). Suite à l'adoption de l'ES 2050, aucune nouvelle centrale ne recevra de licence d'exploitation et le pays fermera les quatre réacteurs restants - deux centrales à eau sous pression à [Beznau](#), une autre à [Gosgen](#) et un réacteur à eau bouillante à [Leibstadt](#) - au terme de leur cycle de vie. En supposant une durée de fonctionnement moyenne de 60 ans ([estimation de l'AIE](#) basée sur des centrales américaines similaires), toutes les stations seront hors service d'ici 2044.

Contrairement à la crainte générale, l'énergie nucléaire en Suisse affiche un bilan de sécurité irréprochable, les réacteurs du pays ayant passé avec succès tous les tests de résistance aux scénarios de catastrophe naturelle menés par le [Groupe des régulateurs de la sécurité nucléaire de l'UE](#).

L'énergie nucléaire représente également une grande partie de la production d'énergie du pays. La moyenne oscille autour [28,8 %](#), et l'énergie atomique couvre [45% de toute l'énergie domestique](#) pendant l'hiver (lorsque la demande des consommateurs est la plus élevée). Les usines consomment entre [250 et 350 tonnes](#) d'uranium par an, soit environ un tiers des coûts d'exploitation totaux. Même dans l'hypothèse irréaliste où la demande d'électricité resterait inchangée, l'AIE estime que le débranchement

des réacteurs nucléaires entraînerait un déficit annuel de production d'énergie de vingt térawattheures. Ce déficit d'approvisionnement devra être remplacé par une source d'énergie de puissance équivalente.

La solution réside soi-disant dans l'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables. L' [ES 2050 prévoit](#) des tarifs de rachat, un prix garanti supérieur au marché pour les producteurs d'énergies renouvelables et des aides à l'investissement pour les petites centrales photovoltaïques afin de les inciter à opter pour des solutions écologiques.

Néanmoins, ce plan est irréalisable et très coûteux. La Suisse se classe au [quatorzième rang mondial](#) en termes d'énergies renouvelables grâce à l'hydroélectricité. Les décideurs politiques estiment donc que les centrales hydroélectriques sont plus que suffisantes pour pallier l'absence de nucléaire. Or, l'hydroélectricité est moins efficace en hiver et [ne peut raisonnablement augmenter que d'un TWh/an supplémentaire](#).

Les autres dispositifs renouvelables font également cruellement défaut. D'une part, l'offre est beaucoup plus faible que celle de l'hydroélectricité. De ce fait, la Suisse se positionne à l'avant-dernière place en termes d'énergie éolienne parmi les membres de l'AIE. La production des parcs solaires ou éoliens est encore moindre. Sans surprise, les énergies renouvelables n'ont toujours pas atteint leurs objectifs estimés - les décideurs espéraient que les énergies renouvelables hors hydroélectricité

produiraient 11,4 térawattheures d'ici à 2035. Cependant, ils produisent à peine [3,2 térawattheures \(1,2 térawatts de moins que l'objectif de 2020\)](#) à l'heure actuelle.

L'exemple de l'Allemagne nous rappelle que l'énergie atomique fournit une charge de base que les énergies renouvelables ne peuvent espérer égaler. [Le 15 avril 2023](#), l'Allemagne a décidé de fermer ses trois réacteurs nucléaires restants à Emsland, Neckarwestheim 2 et Isar 2. Loin d'apporter une solution plus écologique, les fermetures ont permis au charbon de représenter [un tiers de la production d'électricité allemande](#). Par ailleurs, les énergies renouvelables [demeurent à la traîne](#) au regard de l'objectif résolument optimiste du gouvernement allemand de produire 80 % de toute l'électricité à partir de sources vertes. Cette décision a rendu les ménages allemands plus vulnérables aux problèmes énergétiques, chaque foyer payant [0,3279 euros par kilowattheure](#). Les nouvelles hausses des prix de l'énergie en Allemagne n'ont pas encore totalement atteint les consommateurs grâce au plafonnement des prix du gaz domestique et aux remises temporaires sur les prix des carburants accordées par le contribuable. Les responsables politiques suisses devraient tirer les leçons de la situation en Allemagne et ne pas commettre la même erreur.

Conclusion : La neutralité technologique est essentielle

La décarbonisation de l'approvisionnement énergétique est souvent citée comme la priorité dans le débat actuel. Comme ce rapport a permis de le démontrer, les décideurs politiques devraient prêter une plus grande attention aux coûts pour les consommateurs et à l'impact oppressif de leur modèle politique sur la compétitivité des industries nationales. L'Allemagne devrait être le canari dans une mine de charbon pour les décideurs en Suisse : Son approche étriquée consistant à sélectionner des sources d'énergie « de demain » n'était pas adaptée pour intégrer et s'adapter à des bouleversements extérieurs tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La compétitivité industrielle de l'Allemagne a considérablement souffert de sa politique énergétique contraignante. Rien qu'en 2022, la production de produits chimiques [a diminué de 10 %](#) et de grandes entreprises comme BASF prévoient de transférer de plus en plus d'usines vers la Chine et les États-Unis. La Suisse devrait adopter une voie différente de celle de l'Allemagne et favoriser la compétitivité industrielle, ce qui attirerait davantage d'investissements au lieu de perdre des unités de production au profit de la Chine et des États-Unis.

Plutôt que l'ancien modèle rigide, le Consumer Choice Center préconise que les décideurs politiques suisses adoptent une attitude dynamique centrée sur le processus de marché des prix et des profits et pertes, l'ouverture technologique, la solidité et le progrès par le biais du choix du consommateur.

La neutralité technologique et le principe d'ouverture

sont des principes directeurs essentiels à une politique fructueuse. Les échecs constatés dans ce document démontrent qu'il est présomptueux de fixer des objectifs concrets et prévisionnels pour déterminer la date à laquelle une source d'énergie particulière sera « progressivement éliminée » en premier lieu. L'innovation technologique et le choix des consommateurs grâce à des indicateurs de prix basés sur le marché constituent les solutions pour a) la sécurité énergétique et b) l'adaptation de sources d'énergie à la fois prometteuses et rentables.



- En pratique, les décideurs devraient se garder d'essayer de supprimer les voitures, le chauffage et la production électrique alimentés par des combustibles fossiles. Ils devraient revenir sur la décision de stopper les quatre réacteurs atomiques restants, octroyer des licences pour de nouvelles centrales, et adopter et soutenir les avancées prometteuses dans le domaine de l'énergie nucléaire, telles que les petits réacteurs modulaires. En outre, ils devraient supprimer les taxes qui faussent les prix à la consommation, comme les droits d'accise sur les carburants et les subventions aux véhicules électriques. Ce plan prévoit la non-discrimination des technologies

individuelles, qui constituent la solution la plus avantageuse pour la Suisse.

- S'agissant des importations, nous préconisons de diversifier les sources d'approvisionnement en énergie, ce qui permettra à la Suisse de mieux résister aux chocs d'approvisionnement extérieurs. Ainsi, l'importance de fournisseurs de pétrole comme les États-Unis, la Libye ou le Kazakhstan peut varier en fonction de facteurs géopolitiques et de leur politique intérieure (production de l'OPEP, sinistres dans des raffineries importantes, changements électoraux) sans que la Suisse en soit affectée.

Nous sommes persuadés qu'une telle ouverture du marché produira une énergie moins chère, plus écologique et plus abondante à moyen et à long terme. Les avancées historiques ont montré que de telles révolutions ne peuvent être planifiées et que les calendriers ne peuvent et ne doivent pas être clairement définis. Tout comme il était impossible de prévoir combien de temps il faudrait à la voiture pour remplacer la calèche ou au courrier électronique pour remplacer la lettre, il est impossible de prévoir le temps nécessaire pour que la Suisse soit exempte de pollution ; ce sont les consommateurs, et non les monopoles naturels, qui apporteront les changements nécessaires.

ABOUT THE AUTHORS

Emil Panzaru



Emil est directeur de recherche au Consumer Choice Center. Il a soutenu avec succès son doctorat en économie politique au King's College de Londres en 2022.

Avant de travailler au CCC, Emil était assistant d'enseignement au King's College de Londres, où il enseignait aux étudiants des questions contemporaines à l'intersection de la philosophie, de la politique et de l'économie. Il a également été Frederic Bastiat Fellow/Research Fellow au Mercatus Center de l'Université George Mason. Dans le passé, il a publié et aidé à publier des recherches universitaires sur les incitations, les problèmes de connaissance et les politiques publiques.

Frédéric Jollien



Frédéric Jollien est chercheur en politique suisse au Consumer Choice Center. Il a passé les quinze dernières années à promouvoir le libre marché et la liberté individuelle en Suisse à travers différentes organisations.

Diplômé en économie, il s'intéresse particulièrement au développement des technologies financières (fintech) et à l'utilisation de la cryptographie pour accroître la liberté financière. Il s'intéresse également à l'énergie, aux transports et à l'amélioration du système de santé suisse.

Frederik Roeder



Fred Roeder est un défenseur des consommateurs dans l'âme. Il travaille dans le domaine de l'activisme populaire depuis plus de dix ans. Économiste de la santé originaire d'Allemagne, il a travaillé sur la réforme des soins de santé en Amérique du Nord et en Europe. L'une de ses passions est d'analyser comment les industries et les technologies de rupture permettent aux consommateurs d'avoir plus de choix à moindre coût. Il aime également étudier comment l'innovation améliore notre vie.

Fred est très intéressé par le choix des consommateurs et les tendances réglementaires dans les secteurs suivants : Biens de consommation, Soins de santé, Économie de partage, Compagnies aériennes.

Bill Wirtz



Bill Wirtz est l'analyste de politiques publiques du Consumer Choice Center, actuellement basé au Luxembourg.

Il travaille également comme journaliste et commentateur, et a été publié dans plusieurs langues et dans les principaux journaux européens, notamment Le Monde, Die Welt et le Times. Au CCC, Bill se concentre sur les questions relatives aux nouvelles technologies, à l'agriculture, au commerce et aux réglementations en matière de mode de vie.

Luca Bertoletti



Luca a obtenu un diplôme en sciences politiques à l'université de Milan en décembre 2014. Il a travaillé comme analyste en économie d'entreprise pour le magazine italien TheFielder à Milan et comme coordinateur Think Thank pour un groupe de réflexion à Vienne (Autriche).

Il est membre de l'Institut Competere à Rome, chroniqueur pour Atlantico Quotidiano et membre du conseil scientifique de New Direction Italia. Il a été cité dans le New York Times, Radio RAI, RAI 1, El Economista, The National et de nombreux autres journaux.



CONSUMER
CHOICE
CENTER

info@consumerchoicecenter.org
www.consumerchoicecenter.org

700 12th St N.W Suite 700 PMB 94982
Washington, DC 20005